

Crise énergétique, équité et lutte contre la précarité

Quels enjeux pour gérer et sortir de la crise énergétique?

Rencontre nationale des acteurs engagés contre la précarité énergétique

24 Novembre 2022

Andreas Rüdinger - Consultant et chercheur associé à l'IDDRI

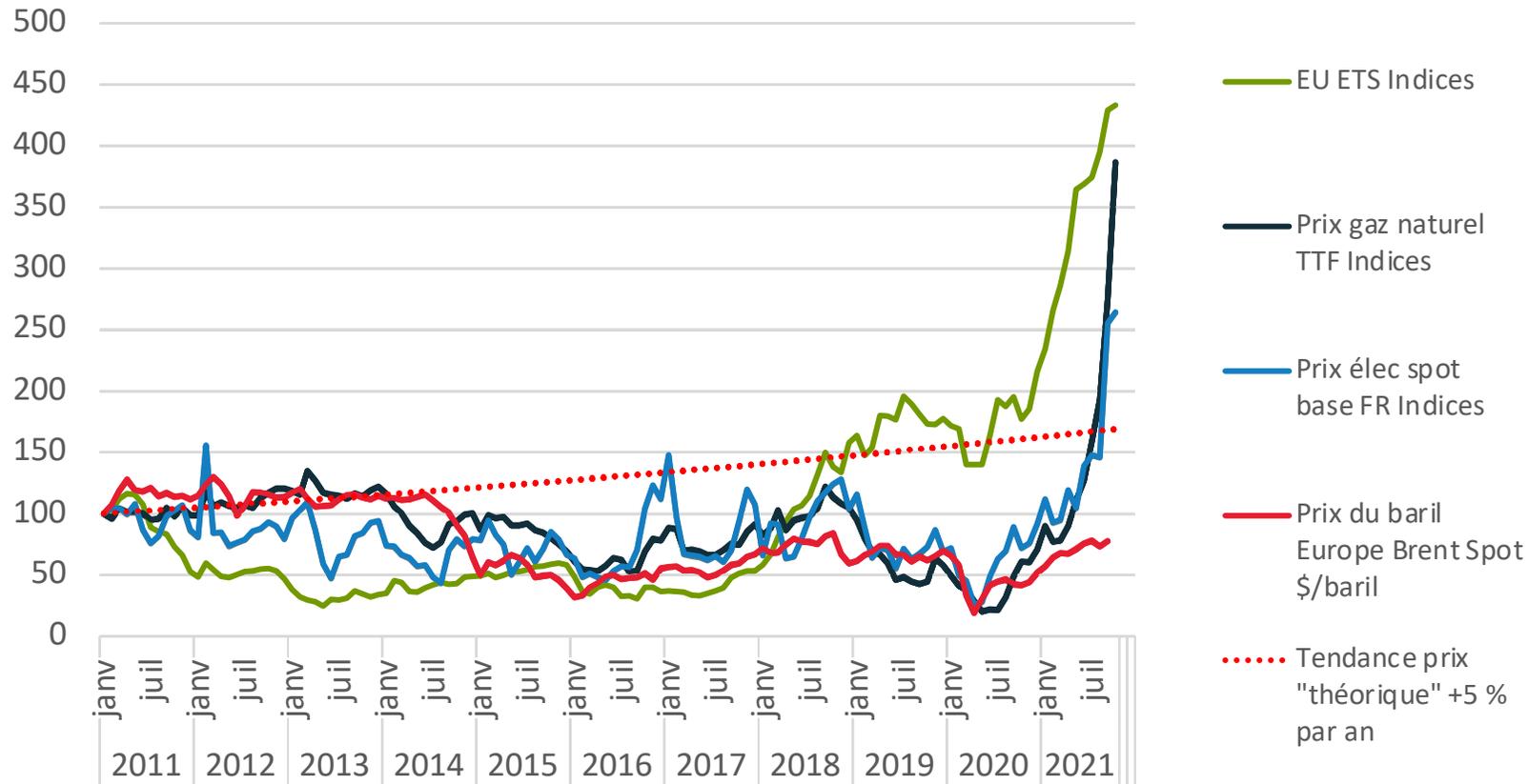
- ❑ Fondation d'utilité publique créée par Laurence Tubiana et Michel Colombier en 2002
- ❑ Think tank à l'interface entre la recherche, les politiques, les entreprises et la société civile
- ❑ Programmes thématiques :
 - Climat et énergie
 - Biodiversité
 - Océans
 - Gouvernance du développement durable



Etudes, notes et
conférences en accès libre :

www.iddri.org

Evolution des prix (gaz, pétrole, électricité spot, EU ETS) en indices depuis 2011



- COVID, canicule, pouvoir d'achat : succession de crises et facteurs de vulnérabilité
- La crise des prix : **une bombe à retardement ?**
- Volatilité des prix et **incertitudes**
- Prise de conscience mais **peu d'accompagnement à l'action et à la résilience.**

L'explosion des prix sur les marchés de gros :

- **x 10 pour le prix du gaz naturel** (de 20 à 200 € / MWh)
- **x 10 pour l'électricité** (de 50 à 500€ / MWh avec pointes à 1000 € / MWh)
- + 50 % à +100 % pour le pétrole (100\$ par baril, actuellement 80\$)
- x 4 pour le charbon (400 \$ la tonne)

Une crise qui est là pour durer :

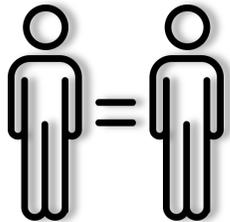
- **Prix calendaires pour l'électricité à 150€ sur un horizon de 3 ans et > 70€ pour le gaz**
- des fondamentaux de marché qui ne laissent pas anticiper un « retour à la normale »
- Tensions sur le système électrique français : grand carénage et disponibilité en baisse



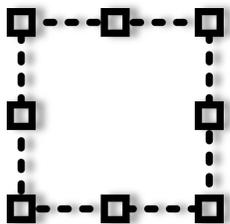
Un **ciblage** quasi absent
(hors chèque énergie)



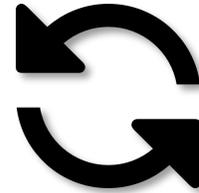
Proportionnalité face aux
impacts sur la facture



Justice sociale : approche
fondé sur l'égalité vs. équité



Couverture incomplète
(collectivités et entreprises)



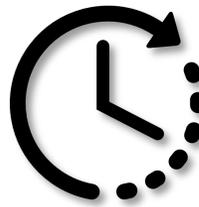
Réversibilité difficile sur le
plan politique



(In)cohérence avec la transition
(subvention aux fossiles)

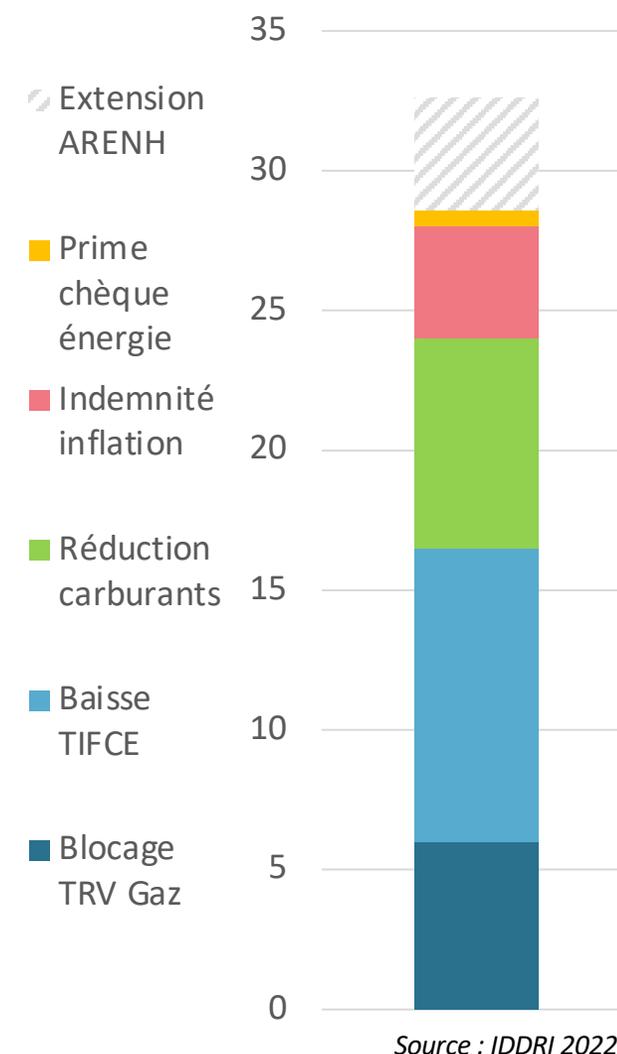


Coût public exorbitant (et
effets d'évictions)



Soutenabilité face à une crise
qui dure ?

- ❑ **Impératif de cohérence avec la transition :**
 - 1€ d'aide à la facture = 1€ pour la transition
 - Signal prix et tarification « progressive » ?
- ❑ **Respect objectifs Grenelle sur rénovation = plus de dépendance au gaz russe depuis 2020**
- ❑ **Rénovation BBC : réduction de la facture énergétique de 2000 € annuels**
- ❑ **1/20 : 20 fois plus de budget pour le bouclier tarifaire (45 Md€) que pour la rénovation énergétique (MPR : 2,5 Md€)**
- ❑ **Équité vs. égalité : 1500 € de subvention par ménage... 1000€ pour 1^e décile vs. 2000€ pour 10^e décile ?**



Accélération
transition et
résilience

Stratégie lutte
précarité
énergétique

Transition
juste et équité

La rénovation :
levier essentiel
face à la crise

Merci pour votre attention

Andreas Rüdinger

andreas.rudinger@iddri.org



- Réussir le pari de la rénovation énergétique. [Etude IDDRI N°05/2022](#)
- Accélérer la politique de rénovation énergétique des logements : 10 priorités pour le nouveau quinquennat. [Propositions IDDRI N° 4/2022](#)
- Quelles priorités pour mettre en œuvre la planification écologique dans le secteur de la rénovation énergétique ? [Blog IDDRI, 19/05/2022](#)
- La rénovation énergétique, levier essentiel pour se prémunir durablement contre la hausse des prix de l'énergie. [Article de blog IDDRI \(03/2022\)](#)
- Propositions pour une politique de rénovation énergétique ambitieuse. [Article dans les Annales des Mines](#) « Réalités industrielles », Numéro spécial sur l'économie de la rénovation énergétique, 2022

❑ *Plateforme d'experts sur la rénovation énergétique des logements coordonnée par l'IDDRI et l'ADEME, impliquant une vingtaine de participants issus de think tanks, instituts de recherche, organismes publics, bureaux d'étude depuis Juin 2020*

BILLET DE BLOG 19 mai 2022

Quelles priorités pour mettre en œuvre la planification écologique dans le secteur de la rénovation énergétique ?



Secteur clé de la transition bas-carbone, la politique de rénovation énergétique des bâtiments reste en-deçà de ses objectifs, en dépit des progrès réalisés ces dernières années. Comment dès lors amplifier la dynamique, en ciblant particulièrement les rénovations performantes sur le plan énergétique et climatique ? Alors que le Président de la République a souhaité placer ce nouveau quinquennat sous le signe de l'urgence climatique et de la planification écologique, comment appréhender la gouvernance des politiques de rénovation énergétique dans un contexte de crises – géopolitique, sociale, économique et écologique – particulièrement difficile à manœuvrer ?

[Article de blog 05/2022](#)

IDDRI DÉVELOPPEMENT DURABLE & ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE
En partenariat avec
REPUBLIQUE FRANÇAISE
ADEME
SciencesPo

Accélérer la politique de rénovation énergétique des logements : 10 priorités pour le nouveau quinquennat

Andreas Rüdinger (IdDri)

Nouvellement élu, le président Macron a souhaité placer ce nouveau quinquennat sous le signe de l'urgence climatique et de la planification écologique. Ce sursaut devra passer par un renforcement des politiques de rénovation énergétique des bâtiments, secteur clé de la transition bas-carbone. Et ce d'autant plus dans le contexte actuel de la guerre en Ukraine et la volonté de réduire au plus vite la dépendance aux importations d'énergie depuis la Russie. Sans oublier la hausse fulgurante des prix des énergies, qui fragilise de plus en plus de ménages.

Comment engager ce sursaut de la rénovation énergétique des logements ? Quel cadre stratégique et quels instruments mettre en œuvre en priorité en ce début de quinquennat ? Afin de contribuer au débat public et à l'élaboration de la future « feuille de route de la rénovation énergétique des bâtiments » (inscrite à l'article 1 de la loi Énergie-Climat de 2019), ce Document de propositions présente 10 priorités clés, inspirées du rapport¹ de la plateforme d'experts coordonnée depuis 2020 par l'IdDri et l'Ademe².

PROPOSITIONS
N°4
Mars 2022

MESSAGES CLÉS

C'est de volée de la résilience face aux crises du prix des énergies et indispensable pour atteindre les objectifs de neutralité carbone de la France en 2050, la politique de rénovation doit mettre la cap sur la performance. C'est désormais la structuration d'un marché des rénovations performantes, permettant d'atteindre le label BBC (bâtiment basse consommation)-Rénovation, qui doit le guider.

C'est donc l'ensemble des outils de la politique qui doivent être alignés sur la performance. Cela implique de clarifier la définition réglementaire des rénovations « performantes », d'allier progressivement les dispositifs d'aide sur ces critères, de sécuriser les montants d'immobilisations nécessaires et d'assurer un accompagnement des ménages couvrant l'ensemble des étapes des projets.

Cet alignement ne pourra se faire qu'en dépassant des controverses qui bloquent les politiques de rénovation. Trois chantiers de dialogue entre acteurs apparaissent prioritaires : s'entendre sur les besoins en main d'œuvre et en compétences ; maîtriser la question de l'obligation de rénovation ; analyser les synergies et antagonismes entre les différentes politiques ayant pour objet le logement, mais des objectifs différents.

Afin d'engager ce changement d'échelle sur des bases créatives, une feuille de route stratégique permettant de donner de la visibilité sur les évolutions politiques et la programmation des moyens budgétaires sur un horizon de 10 à 15 ans est nécessaire. Et ce, afin d'envoyer à la filière le signal clair qu'elle est appelée de ses vœux pour se mettre en mouvement.

[Policy Brief 05/2022](#)

IDDRI DÉVELOPPEMENT DURABLE & ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE
En partenariat avec
REPUBLIQUE FRANÇAISE
ADEME
SciencesPo

Réussir le pari de la rénovation énergétique

Rapport de la plateforme d'experts pour la rénovation énergétique des logements en France

Andreas Rüdinger (IdDri), Albane Gaspard (Ademe)

Face à l'urgence climatique et à la crise des prix des énergies, la priorité des politiques de rénovation énergétique des logements n'est plus à démontrer. Or, en dépit d'un fort niveau d'ambition et de son caractère à priori consensuel, la politique de rénovation énergétique n'est pas en phase avec ses objectifs stratégiques à long terme : atteindre un parc de logements « bâtiment basse consommation » et contribuer à la neutralité carbone de la France d'ici 2050.

Quels blocages peuvent expliquer ce retard ? Et comment les dépasser ? Afin d'inscrire ces questions, l'IdDri et l'Ademe ont réuni une plateforme d'experts pluridisciplinaires. Construit autour d'un diagnostic partagé et d'une analyse des controverses structurantes, ce travail a permis d'aboutir à la définition de recommandations politiques « sans regret », visant à accélérer les politiques de rénovation énergétique en France, en s'appuyant sur deux axes principaux clés. Pour atteindre ses objectifs, la politique de rénovation énergétique doit : d'une part, donner les moyens pour changer d'échelle, sur le plan quantitatif et surtout qualitatif, au travers de la structuration du marché des rénovations performantes. L'objectif des politiques de rénovation est de viser la performance des logements en tenant compte de ses multiples dimensions : performance environnementale (climatique, énergétique et écologique), sociale, économique et technique. L'ensemble des dispositifs politiques doivent être alignés avec cet objectif de performance.

ÉTUDE
N°105
Mars 2022

MESSAGES CLÉS

En dépit de progrès récents, les politiques de rénovation énergétique restent freinées par des controverses qu'il s'agit de rendre explicites pour positionner les décideurs. Ces controverses concernent aussi bien les objectifs politiques que les approches stratégiques de mise en œuvre.

Pour accélérer le rythme de rénovation des logements performants, plusieurs actions sans regret peuvent être identifiées : celles-ci visent avant tout à alléger l'ensemble des instruments de politique publique (communication, accompagnement, aides financières, dispositifs de financement, réglementation) avec l'objectif de performance, tout en évitant le fonctionnement en « silos » des différentes politiques ciblant le logement.

Dans un contexte marqué par des crises et une urgence sans précédent, les acteurs sont en attente d'un signal politique fort permettant des rénovations performantes pour atteindre l'objectif de neutralité carbone. La seconde permet d'identifier et de mettre en œuvre les conditions de réussite des rénovations performantes, facteur de réussite clé pour leur massification.

[Etude IDDRI 05/2022](#)